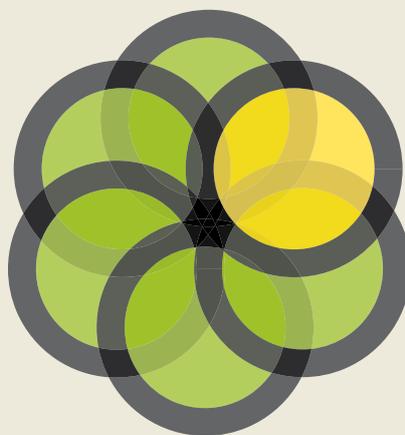




Syndicat Intercommunal
pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France

La France face à la transition énergétique



É T U D E R É A L I S É E P A R L ' I F O P

Les Franciliens
et la transition énergétique

Journée d'information des élus d'Île-de-France

Jeudi 28 novembre 2013

Ifop

NOVEMBRE 2013

Sommaire

La méthodologie	4
Synthèse des résultats	5
Les résultats de l'étude	11
> La notoriété et les enjeux de la transition énergétique	11
> Le nouveau mix énergétique	14
> Le coût de la transition énergétique	17
> Les efforts consentis pour réduire la consommation d'énergie	18

La méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Celle-ci respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop et du Sigeif.

L'échantillon de 1 002 personnes est représentatif de la population francilienne âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par département et catégorie d'agglomération.

Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing), du 9 au 14 octobre 2013.

Synthèse des résultats

L'énergie, un enjeu central pour les Franciliens

L'importance accordée par les Franciliens aux questions énergétiques ne fait pas débat, et ils font montre d'une attention particulière à l'égard de cette thématique. Ces questions sont avant tout appréhendées par un prisme national ; 95% des personnes interrogées estiment que l'énergie représente un enjeu important pour la France (dont 62% "très important"). L'importance de cet enjeu est également réelle pour les personnes elles-mêmes (94%, dont 56% "très important"), signe d'une préoccupation certaine au niveau individuel.

Les personnes interrogées y voient également un enjeu plus global à l'échelle de l'Europe, celle-ci étant également perçue comme un acteur incontournable en termes de questions énergétiques, puisque 92% d'entre elles jugent que ces questions revêtent une importance particulière pour l'Union européenne, une majorité (54%) les qualifiant même de "très importantes".

Dans le détail, les cadres et les habitants de Paris tendent à émettre les préoccupations les plus fortes à cet égard et ce, quel que soit l'acteur considéré. On note également que l'importance accordée aux questions énergétiques pour chacun des trois acteurs proposés tend à croître avec l'âge des interviewés.

Ainsi, alors que la proportion de personnes âgées de moins de 25 ans estimant que ces questions sont "très importantes" est systématiquement minoritaire (oscillant entre 40% et 43% selon l'entité considérée), les personnes âgées de 65 ans s'avèrent nettement plus promptes à formuler ce jugement : 75% considèrent que les questions énergétiques sont très importantes pour la France, 63% pour l'Europe et 59% pour elles-mêmes.

Cette attention globale émise par les Franciliens ne signifie pas pour autant que tous les aspects relatifs aux questions énergétiques suscitent le même intérêt.

Interrogés sur les objectifs du Gouvernement perçus comme prioritaires en matière d'énergie, les personnes interrogées citent en premier lieu le développement des énergies renouvelables (52% de citations au total). Dans un contexte économique tendu, marqué par un fort ressenti d'augmentation du montant de leur facture énergétique, 46% des Franciliens estiment que la baisse du prix de l'énergie devrait constituer une priorité du Gouvernement. La réalisation de cet objectif est majoritairement souhaitée par les personnes de moins de 35 ans (52%) ainsi que par les ouvriers (60%).

La baisse de la consommation d'énergie apparaît comme le second aspect principal de la transition énergétique, considérée comme prioritaire par près de deux personnes sur cinq (39%). Mesure fortement médiatisée au cours de la dernière décennie, la réduction des gaz à effet de serre recueille également un nombre, certes inférieur, mais non négligeable, de citations (28%). Dans le même temps, seules 14% des personnes interrogées citent la réduction du recours à l'énergie nucléaire comme une priorité gouvernementale.

La maîtrise de l'approvisionnement énergétique de la France ne semble pas pour sa part constituer une priorité pour les Franciliens, tant s'agissant des domaines sur lesquels devrait agir le Gouvernement que parmi les domaines plus spécifiques aux questions énergétiques. Dans les deux cas, ce sujet recueille 19% de citations, le plaçant après l'aide à l'emploi (44%), l'éducation (41%), la sécurité (35%) ou encore la ré-industrialisation (30%) dans la hiérarchie des priorités identifiées pour le Gouvernement.

Le terme de transition énergétique bénéficie d'une bonne notoriété en Île-de-France ; sept interviewés sur dix (70%) en ayant déjà entendu parler. Toutefois, celle-ci s'avère pour le moins approximative, seules 21% des personnes interrogées déclarent en effet savoir précisément de quoi il s'agit. Cette connaissance affirmée apparaît plus forte auprès des segments de la population se déclarant traditionnellement les mieux informés, à savoir les hommes (29% contre 13% des femmes), les seniors (26%), les cadres (29%) et les plus diplômés (29% des

individus ayant un diplôme sanctionnant plus de deux années d'études post-bac). À l'inverse, près d'un tiers des Franciliens (30%) reconnaît ne jamais en avoir entendu parler. Cette méconnaissance est particulièrement importante parmi les femmes (38%), les jeunes (44% de ceux âgés de 18 à 24 ans), les catégories socioprofessionnelles modestes (40%) ou encore parmi les personnes ayant un niveau de diplôme inférieur au bac (40%).

Invités à se prononcer sur les représentations associées au terme de transition énergétique, les Franciliens insistent avant tout sur son caractère inéluctable. Plus d'un interviewé sur deux estime qu'il s'agit d'une nécessité, tant dans le cadre de la lutte contre le changement climatique (57% de citations) que pour réduire la dépendance énergétique du pays (51%). Une proportion non négligeable considère qu'il s'agit d'une opportunité économique, dont la mise en place permettra de créer des emplois nouveaux (42%), espoir particulièrement porté par les jeunes de moins de 25 ans (47%).

Les qualificatifs les plus négatifs s'avèrent être nettement moins relevés par les Franciliens. Moins d'une personne *sur quatre perçoit la transition énergétique principalement sous un angle négatif*, soit comme une charge financière supplémentaire pour la France (23%), soit comme une contrainte qui impose de réduire sa consommation (23%).

Une préférence marquée pour le développement des énergies renouvelables dans le cadre de la mise en place d'un nouveau mix énergétique

S'agissant des énergies à développer en priorité pour l'avenir énergétique de la France, la filière des énergies renouvelables est très nettement plébiscitée : 96 % des Franciliens jugent qu'elle doit être encouragée (dont 67 % de "tout à fait"), signe que les enjeux de la transition énergétique ont été bien intégrés par les habitants d'Île-de-France.

La filière du gaz naturel est également plutôt bien perçue, bien que le soutien soit moins marqué : 75 % des Franciliens estiment que son développement doit être accompagné, mais seuls 17 % la soutiennent "tout à fait".

Les filières portant sur des énergies communément considérées comme dangereuses et/ou polluantes apparaissent bien moins privilégiées. La filière nucléaire, représentant actuellement la majeure partie du mix énergétique français et ayant suscité de nombreux débats depuis la catastrophe de Fukushima en mars 2011, rencontre un écho mitigé auprès de la population francilienne : 44 % (soit 10 points de moins que pour l'ensemble des Français) font part de leur souhait de voir cette filière être encouragée quand 56 % font montre de leur opposition (dont 20 % "tout à fait opposés").

Trois filières énergétiques suscitent moins de débats et provoquent un rejet massif de la part des Franciliens, rejet même accentué par rapport à l'ensemble des Français. C'est le cas de la filière pétrolière (72 % des Franciliens y sont opposés), mais surtout du gaz de schiste (73 % contre 65 % au niveau national) et du charbon (76 % contre 57 % au niveau national). Notons que l'opposition à ces deux derniers types d'énergie est particulièrement ferme : environ un tiers des habitants d'Île-de-France (36 % s'agissant du gaz de schiste et 32 % concernant le charbon) affirme que ces filières ne devraient pas être encouragées.

Dans le détail, les personnes âgées de 65 ans tendent à être les plus promptes à soutenir le développement de l'ensemble de ces filières énergétiques, même celles considérées comme étant les plus polluantes. À l'inverse, les oppositions les plus fermes aux filières pétrolières, du gaz de schiste et du charbon émanent des interviewés âgés de moins de 35 ans et des cadres.

L'engagement du président de la République consistant à faire passer la part du nucléaire dans la production d'électricité française de 75 % actuellement à 50 % en 2025 reçoit un accueil plutôt favorable en Île-de-France (67 % des Franciliens estiment que c'est une bonne chose). Néanmoins, un tiers des personnes interrogées (33 %) font part de leur désaccord, signe supplémentaire que la question de l'énergie nucléaire n'est toujours pas clairement tranchée au sein de l'opinion.

Parmi les plus fermes opposants à ce projet, on trouve les mêmes catégories de personnes que celles ayant exprimé leur soutien au développement de cette filière, à savoir les seniors (52 % y sont opposés), les cadres (40 %) et les plus diplômés (41 %). Les soutiens à cette mesure se recrutent quant à eux plus particulièrement chez les jeunes (76 % des personnes âgées de moins de 35 ans).

Eu égard au souhait massif des Franciliens de voir la filière des énergies renouvelables être développée en priorité, il n'est pas surprenant de voir cette solution être privilégiée (49%) afin de réduire le recours à l'énergie nucléaire.

La réduction de la part du nucléaire passe également par une réduction de la consommation énergétique pour 37 % des personnes interrogées quand seules 14 % estiment que la priorité devrait être donnée à la recherche de nouvelles sources d'énergie comme le gaz de schiste.

Dans le détail, les différents segments de la population ne priorisent pas avec la même intensité les solutions proposées. Ainsi, une majorité des personnes âgées de moins de 35 ans (55 %) ou des employés (56 %) font part de leur préférence pour le développement des énergies renouvelables.

La réduction de la consommation énergétique est relevée notamment par les cadres (43 %) et les plus diplômés (44 %). Le développement de nouvelles énergies rencontre un écho important auprès des personnes âgées de 65 ans et plus (28 %) et de celles vivant à Paris (21 %).

Les énergies renouvelables sont, nous l'avons vu, largement soutenues par les Franciliens. Mais ce terme générique regroupe un grand nombre d'énergies différentes. Interrogés sur le type d'énergies renouvelables qu'il conviendrait de développer en priorité, les interviewés n'en privilégient réellement aucune plus qu'une autre.

Sont ainsi évoquées dans des proportions similaires (par plus de trois personnes sur dix) : le biogaz ou "gaz vert", issu du traitement des déchets (37 %), l'énergie solaire sous forme de panneaux sur le toit des maisons (34 %), l'énergie hydraulique marine (33 %) ainsi que la géothermie (30 %).

La mise en place et le développement de "centrales solaires" (20 %), de l'énergie éolienne – qu'elle soit marine ou terrestre (respectivement 18 % et 15 %) – ou encore de l'énergie hydraulique traditionnelle (13 %) apparaissent comme moins prioritaires aux yeux des Franciliens.

Afin d'assurer la mise en place du développement des énergies renouvelables, deux acteurs émergent comme étant les plus légitimes pour le prendre en charge : l'État, d'une part (58 %), et les grandes entreprises spécialisées d'autres part (55 %).

Même s'il n'atteint pas le même niveau de citation, le rôle de l'Union européenne reste néanmoins conséquent aux yeux des Franciliens (42 %). En revanche, ils sont peu nombreux à relever la légitimité des collectivités locales en la matière, même si les régions (26 %) sont davantage citées que les départements (10 %) ou les communes (7 %).

Des Franciliens qui craignent un surcoût provoqué par la mise en place de la transition énergétique

Le fait que la mise en place de la transition énergétique induise un coût supplémentaire à leur charge ne fait pas débat parmi les Franciliens : 83 % formulent ce jugement, même s'ils ne sont que 30 % à en être "tout à fait" certains. Cette anticipation d'une augmentation de leurs dépenses personnelles tend à croître avec l'âge des personnes interrogées (allant de 79 % pour les personnes âgées de 18 à 24 ans à 88 % parmi celles âgées de 65 ans et plus).

Pour une majorité de Franciliens, le mode de financement privilégié de la transition énergétique serait une augmentation des prélèvements figurant sur la facture énergétique (61 %), bien davantage que la création d'un impôt spécifique applicable à tous les Français, souhaitée par 39 % des interviewés.

Néanmoins, on remarque que l'intensité de la proportion de répondants se prononçant en faveur d'une hausse de la facture d'énergie présente deux lignes de clivage : l'une professionnelle, les cadres y étant plus favorables que les ouvriers (67 % contre 49 %), l'autre relative au niveau d'éducation, les plus diplômés affichant davantage leur soutien à cette mesure que les personnes ayant un diplôme inférieur au bac (67 % contre 52 %).

Une réelle disposition à faire évoluer son comportement pour réduire sa consommation d'énergie

Globalement, les habitants d'Île-de-France se montrent disposés à fournir des efforts supplémentaires pour réduire leur consommation d'énergie, ce qui est peu surprenant eu égard à la hausse des coûts de l'énergie et de la baisse du pouvoir d'achat.

Environ huit interviewés sur dix se disent disposés à financer des travaux dans leur habitation pour en améliorer l'isolation (83%), à baisser le niveau de leur chauffage (79%) ou à modifier leurs habitudes de transport : utiliser davantage les transports en commun (79%) et acheter des véhicules moins consommateurs d'énergie (76%). Toutefois, les Franciliens se montrent réticents à mettre en œuvre les deux derniers comportements testés, soit le fait de déménager dans un logement plus petit (38%) et surtout payer plus cher leur énergie (22%).

Faisant écho à leur disposition à réaliser des efforts pour réduire leur consommation d'énergie, les personnes interrogées formulent une vision positive des gestes permettant d'économiser l'énergie.

La nécessité de mettre en œuvre ces gestes ne fait aucun doute pour les Franciliens (96%). Plus de sept personnes sur dix les jugent également efficaces (82% contre 94% au niveau national) ou faciles à mettre en œuvre (71% contre 96% pour l'ensemble des Français).

En revanche, les Franciliens sont plus nombreux qu'au niveau national à considérer ces gestes comme contraignants (44% contre 22%) ou constituant un obstacle au confort (35% contre 22%).

La notoriété et les enjeux de la transition énergétique

L'importance perçue des enjeux liés à l'énergie

Question

Les questions relatives à l'énergie constituent-elles à vos yeux un enjeu très important, plutôt important, peu important ou pas important du tout pour... ?

En %	Total important	Très important	Assez important	Total pas important	Peu important	Pas important	Nsp
La France	95	62	33	5	4	1	-
Vous-même	94	56	38	6	5	1	-
L'Europe	92	54	38	8	7	1	-

Les domaines prioritaires pour les pouvoirs publics en général

Question

En France, quels sont, selon vous, les domaines dans lesquels les pouvoirs publics devraient avant tout faire porter leurs efforts financiers ? En premier ? En second ?

En %	En premier	Total des citations
L'aide directe à la création d'emplois (comme les allègements de charge pour les entreprises, les contrats aidés...)	26	44
L'éducation et la formation	21	41
La sécurité	19	35
Le soutien à la réindustrialisation	15	30
L'aide au logement	9	19
La maîtrise de l'approvisionnement en énergie	6	19
L'amélioration des infrastructures de transport	4	12
Aucun autre domaine	-	1
TOTAL	100	(*)

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

Les objectifs prioritaires pour les pouvoirs publics en matière d'énergie

Question

Selon vous, quel doit être le principal objectif de la politique des pouvoirs publics en matière d'énergie ? En premier ? En second ?

En %	En premier	Total des citations
Le développement des énergies renouvelables (solaire, éolien)	30	52
La baisse du prix de l'énergie	29	46
La baisse de la consommation d'énergie	17	39
La réduction des émissions de gaz à effet de serre	10	28
La sécurité de l'approvisionnement de l'énergie	9	19
La réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité	5	14
Aucun autre objectif	-	1
TOTAL	100	(*)

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

La notoriété du terme de transition énergétique

Question

Le Gouvernement a décidé d'engager une politique de transition énergétique. Vous, personnellement, avez-vous déjà entendu parler de la transition énergétique ?

En %	Ensemble
TOTAL oui	70
Oui, et vous savez précisément de quoi il s'agit	21
Oui, mais vous ne savez pas précisément de quoi il s'agit	49
Non	30
TOTAL	100

La définition perçue de la transition énergétique

Remise à niveau : La transition énergétique désigne le passage du système énergétique actuel utilisant surtout des ressources non-renouvelables, à un nouveau système énergétique basé principalement sur la réduction des consommations et le recours aux énergies renouvelables (comme l'énergie solaire, éolienne, etc.).

Question

Selon vous, parmi les suggestions suivantes, laquelle qualifie le mieux la transition énergétique ?
C'est... (En premier ? En second ?)

En %	En premier	Total des citations
Une nécessité pour lutter contre le changement climatique	38	57
Un impératif pour limiter nos importations d'énergie	24	51
Une opportunité pour créer des emplois nouveaux	15	42
Une charge financière supplémentaire pour la France	13	23
Une contrainte qui nous impose de réduire notre consommation d'énergie	8	23
Autre	2	3
TOTAL	100	(*)

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

Le nouveau mix énergétique

Les filières énergétiques à encourager en priorité

Question

Selon vous, pour l'avenir énergétique de la France, faut-il encourager le développement de chacune des filières suivantes ?

En %	Total oui	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	Total non	Non plutôt pas	Non, pas du tout
Les énergies renouvelables	96	67	29	4	3	1
Le gaz naturel	75	17	58	25	20	5
Le nucléaire	44	16	28	56	36	20
Le pétrole	28	5	23	72	49	23
Le gaz de schiste	27	8	19	73	37	36
Le charbon	24	5	19	76	44	32

Comparatif avec l'étude réalisée pour Qualit'EnR

Ensemble des Français "Total oui" ⁽¹⁾

En %	Étude Qualit'EnR 2013	Étude Sigeif 2013
Les énergies renouvelables	96	96
Le gaz naturel	80	75
Le nucléaire	54	44
Le gaz de schiste	35	27
Le charbon	43	24

(1) Étude réalisée par l'Ifop par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon de 1 008 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 et plus. Terrain du 8 au 9 janvier 2013. L'intitulé de la question était : "Selon vous, pour la production de chaleur et d'électricité, faut-il encourager en France chacune des filières suivantes ?"

La perception de la réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité française

Question

Le président de la République a annoncé vouloir réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité française, en la faisant passer de 75% actuellement à 50% à l'horizon 2025. Selon-vous, cet objectif est-il plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose ?

En %	Ensemble
Plutôt une bonne chose	67
Plutôt une mauvaise chose	33
TOTAL	100

La solution à privilégier pour réduire le recours à l'énergie nucléaire

Question

Selon-vous, pour réduire le recours à l'énergie nucléaire en France, faudrait-il avant tout... ?

En %	Ensemble
Développer les énergies renouvelables (solaire, éolien...)	49
Réduire la consommation énergétique (en réalisant des économies d'énergie par des comportements responsables, en renforçant l'efficacité énergétique par l'isolation thermique...)	37
Rechercher de nouvelles sources d'énergie, par exemple le gaz de schiste, pour limiter la dépendance énergétique de la France	14
TOTAL	100

Les énergies renouvelables dont le développement est perçu comme prioritaire

Question

Parmi les énergies renouvelables suivantes, quelle est celle qu'il conviendrait de développer en priorité selon vous ? En premier ? En second ?

En %	En premier	Total des citations
Le biogaz (ou "gaz vert") issu du traitement des déchets	21	37
L'énergie solaire pour la consommation de votre foyer (panneaux sur le toit des maisons)	19	34
L'énergie hydraulique marine (utilisant la force des courants et des marées)	17	33
La géothermie et les réseaux de chaleur	15	30
Les "centrales solaires" (des champs de panneaux photovoltaïques)	9	20
L'énergie éolienne marine	8	18
L'énergie éolienne terrestre	6	15
L'énergie hydraulique traditionnelle (utilisant la force des chutes d'eau)	5	13
Aucune autre énergie renouvelable (réponse non suggérée)	-	1
TOTAL	100	(*)

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

L'acteur le plus légitime pour développer les énergies renouvelables

Question

Selon vous, parmi la liste suivante, qui est le mieux placé pour mettre en œuvre le développement des énergies renouvelables ? En premier ? En second ?

En %	En premier	Total des citations
L'État	33	58
Les grandes entreprises spécialisées (EDF, GDF Suez)	32	55
L'Union européenne	17	42
Les régions	11	26
Les communes	4	7
Les départements	3	10
Aucun	-	2
TOTAL	100	(*)

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

Le coût de la transition énergétique

L'incidence financière de la transition énergétique sur le citoyen

Question

Vous, personnellement, pensez-vous que la transition énergétique va entraîner des dépenses supplémentaires à votre charge ?

En %	Ensemble
TOTAL oui	83
Oui, tout à fait	30
Oui, plutôt	53
TOTAL non	17
Non, plutôt pas	15
Non, pas du tout	2
TOTAL	100

Le mode de financement de la transition énergétique

Question

Selon vous, le financement de la transition énergétique devrait être assuré principalement...

En %	Ensemble
Par les consommateurs d'énergie, au travers d'une augmentation de leurs factures	61
Par tous les Français, au travers d'impôts spécifiques (fiscalité écologique)	39
TOTAL	100

Les efforts consentis pour réduire la consommation d'énergie

La disposition à réaliser des efforts pour réduire sa consommation d'énergie

Question

À titre personnel, seriez-vous disposé à fournir les efforts suivants pour faire des économies d'énergies ?

En %	Total oui	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	Total non	Non plutôt pas	Non, pas du tout
Financer des travaux dans votre habitation pour réduire votre consommation d'énergie (améliorer l'isolation par ex.)	83	34	49	17	13	4
Baisser le niveau de votre chauffage pour réduire votre consommation d'énergie	79	30	49	21	16	5
Utiliser davantage les transports en commun et moins votre véhicule personnel	79	42	37	21	16	5
Acheter des véhicules moins consommateurs d'énergie (voitures électriques, à gaz, hybrides) même s'ils sont plus chers	76	30	46	24	18	6
Habiter dans un logement plus petit et moins consommateur d'énergie	38	12	26	62	43	19
Payer plus cher votre énergie	22	4	18	78	49	29

L'image détaillée des gestes permettant d'économiser l'énergie

Question

D'une manière générale, diriez-vous que les gestes qui permettent de faire des économies d'énergie au quotidien sont...

En %	Total oui	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	Total non	Non plutôt pas	Non, pas du tout
Nécessaires	96	55	41	4	3	1
Efficaces	82	23	59	18	16	2
Faciles à mettre en œuvre	71	20	51	29	26	3
Contraignants, qui prennent du temps	44	10	34	56	45	11
Un obstacle au bien-être, au confort	35	8	27	65	50	15

Comparatif avec l'étude réalisée pour GDF Suez Ensemble des Français "Total oui" (1)

En %	Étude GDF Suez 2012	Étude Sigeif 2013
Nécessaires	97	96
Efficaces	94	82
Faciles à mettre en œuvre	96	71
Contraignants, qui prennent du temps	22	44
Un obstacle au bien-être, au confort	22	35

(1) Étude réalisée par l'Ifop par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon de 1 006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 et plus. Terrain du 20 au 27 janvier 2012.



Syndicat Intercommunal
pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France

64 bis, rue de Monceau. 75008 Paris
Téléphone : 01 44 12 92 44. Télécopie : 01 44 12 92 49
www.sigeif.fr